

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2011 — 1248 [2011/202019]

13 AVRIL 2011. — Loi visant à supprimer les limites relatives à l'âge de l'enfant handicapé en matière de congé parental (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée par l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. En matière de congé parental, lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, la limite d'âge est fixée à 21 ans.

Art. 3. Le Roi est chargé de l'exécution de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 avril 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances,
chargée de la Politique de migration et d'asile,

Mme J. MILQUET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Note

(1) Références :
Session 2010-2011.

Chambre des représentants.

Documents. — Proposition de loi de Mme De Bue et consorts, 53-355, n° 1. — Amendements, 53-355, n° 2. — Rapport, 53-355, n° 3. — Texte adopté par la commission, 53-355, n° 4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53-355, n° 5.

Compte rendu intégral. — 17 mars 2011.

Sénat.

Documents. — Projet non évoqué par le Sénat, 5-871, n° 1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2011 — 1249 [2011/202036]

13 AVRIL 2011. — Loi modifiant, en ce qui concerne les coparents, la législation afférente au congé de paternité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée par l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 25quinquies, § 2, de la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure, inséré par la loi du 10 décembre 1962, il est inséré, entre les alinéas 1^{er} et 2, cinq alinéas rédigés comme suit :

"à défaut d'un travailleur visé à l'alinéa précédent, le même droit revient au travailleur qui, au moment de la naissance :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2011 — 1248 [2011/202019]

13 APRIL 2011. — Wet tot afschaffing van de beperkingen op de leeftijd van het gehandicapte kind inzake ouderschapsverlof (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Inzake ouderschapsverlof wordt de leeftijdsgrens vastgesteld op 21 jaar wanneer het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag.

Art. 3. De Koning wordt gemachtigd deze wet ten uitvoer te leggen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 april 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
belast met het Migratie- en asielbeleid,

Mevr. J. MILQUET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Nota

(1) Verwijzingen :
Zitting 2010-2011.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsvoorstel van Mevr. De Bue c.s., 53-355, nr. 1. — Amendementen, 53-355, nr. 2. — Verslag, 53-355, nr. 3. — Tekst aangenomen door de commissie, 53-355, nr. 4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-355, nr. 5.

Integraal verslag. — 17 maart 2011.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp niet gevoerd door de Senaat, 5-871, nr. 1.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2011 — 1249 [2011/202036]

13 APRIL 2011. — Wet tot wijziging, wat betreft de meeothers, van de wetgeving inzake het geboorteverlof (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 25quinquies, § 2, van de wet van 1 april 1936 op de arbeidsovereenkomst wegens dienst op binnenschepen, ingevoegd bij de wet van 10 december 1962, worden tussen het eerste en tweede lid vijf nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

"Bij ontstentenis van een werknemer bedoeld in het vorige lid, komt datzelfde recht toe aan de werknemer die op het ogenblik van geboorte :

1° est marié avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie;

2° cohabite légalement avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi;

3° depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabite de manière permanente et affective avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi. La preuve de la cohabitation et de la résidence principale est fournie au moyen d'un extrait du registre de la population.

Un seul travailleur a droit au congé visé à l'alinéa précédent, à l'occasion de la naissance d'un même enfant. Les travailleurs qui ouvrent le droit au congé en vertu respectivement du 1°, du 2° et du 3° de l'alinéa 2 ont successivement priorité les uns sur les autres.

Le droit au congé de maternité visé à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail exclut pour un même parent, le cas échéant, le droit au congé ouvert par les alinéas précédents.

Le congé ouvert par l'alinéa 2 est, le cas échéant, déduit du congé d'adoption visé à l'article 25^{sexies}. Il n'ouvre pas non plus, le cas échéant, d'autres droits civils, sociaux ou économiques.

Le Roi fixe, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités d'octroi du congé, lorsque les conditions visées à l'alinéa 2 sont réunies."

Art. 3. L'article 61^{quinquies}, alinéa 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, inséré par la loi du 15 février 1993, est remplacé par ce qui suit :

"Lors du décès ou de l'hospitalisation de la mère, une partie de la période de repos postnatal peut être convertie, dans les conditions et suivant les modalités déterminées par le Roi, en un congé en faveur du titulaire visé à l'article 45, § 1^{er}, qui satisfait aux conditions prévues par les articles 72 à 75^{bis} et par l'article 30, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou par l'article 25^{quinquies}, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure. L'indemnité accordée auxdits titulaires est déterminée par le Roi."

Art. 4. L'article 39, alinéa 7, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est remplacé par ce qui suit :

"Le Roi détermine, après avis du Conseil national du travail, la durée ainsi que les conditions et les modalités suivant lesquelles, lors du décès ou de l'hospitalisation de la mère, la suspension de l'exécution du contrat de travail ou les absences visées au présent article sont converties en un congé pour le travailleur qui satisfait aux conditions prévues par l'article 30, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou par l'article 25^{quinquies}, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure. Le Roi détermine également dans ce cas la protection contre le licenciement et la durée de celle-ci dont bénéficient la travailleuse et le travailleur."

Art. 5. Dans l'article 30, § 2, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, modifié en dernier lieu par la loi du 22 décembre 2008, il est inséré, entre les alinéas 1^{er} et 2, cinq nouveaux alinéas rédigés comme suit :

"A défaut d'un travailleur visé à l'alinéa précédent, le même droit revient au travailleur qui, au moment de la naissance :

1° est marié avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie;

2° cohabite légalement avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi;

3° depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabite de manière permanente et affective avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi. La preuve de la cohabitation et de la résidence principale est fournie au moyen d'un extrait du registre de la population.

1° gehuwd is met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat;

2° wettelijk samenwoont met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen;

3° sedert een onafgebroken periode van drie jaar voorafgaand aan de geboorte op permanente en affectieve wijze samenwoont met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen. Het bewijs van samenwoning en hoofdverblijf wordt geleverd aan de hand van een uittreksel uit het bevolkingsregister.

Slechts één werknemer heeft het recht op verlof, zoals bedoeld in het vorige lid, ter gelegenheid van de geboorte van eenzelfde kind. De werknemers, die recht op verlof openen door het tweede lid respectievelijk 1°, 2° en 3°, hebben achtereenvolgens voorrang op elkaar.

Het recht op moederschapsverlof, zoals bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971, sluit, in voorkomend geval, voor eenzelfde ouder het recht op verlof uit, dat wordt geopend door de vorige leden.

Het recht op verlof, dat word geopend door het tweede lid, wordt, in voorkomend geval, in mindering gebracht van het recht op adoptieverlof, zoals bedoeld in artikel 25^{sexies}. Het brengt in voorkomend geval, evenmin andere burgerlijke, sociale of economische rechten met zich mee.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels inzake de toekenning van verlof, onder de voorwaarden zoals bedoeld in het tweede lid."

Art. 3. Artikel 61^{quinquies}, vierde lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, ingevoegd bij de wet van 15 februari 1993, wordt vervangen als volgt :

"In geval van overlijden of verblijf in het ziekenhuis van de moeder kan een gedeelte van het tijdvak van nabevallingsrust, onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald door de Koning, worden omgezet in verlof voor de in artikel 45, § 1, bedoelde gerechtigde die voldoet aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 72 tot 75^{bis} en deze in het artikel 30, § 2, eerste en tweede lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of het artikel 25^{quinquies}, § 2, eerste en tweede lid, van de wet van 1 april 1936 op de arbeidsovereenkomst wegens dienst op binnenschepen. De aan de gerechtigden te verlenen uitkering wordt door de Koning bepaald."

Art. 4. Artikel 39, zevende lid, van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt vervangen als volgt :

"De Koning bepaalt, na advies van de Nationale Arbeidsraad, de duur alsmede de voorwaarden en de nadere regels waaronder, bij overlijden of hospitalisatie van de moeder, de schorsing van de arbeidsovereenkomst of de afwezigheden bedoeld in dit artikel, worden omgezet in verlof voor de werknemer die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 30, § 2, eerste en tweede lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of in artikel 25^{quinquies}, § 2, eerste en tweede lid van de wet van 1 april 1936 op de arbeidsovereenkomst wegens dienst op binnenschepen. De Koning bepaalt in dit geval eveneens de bescherming tegen ontslag en de duurtijd waarop de werknemster en de werknemer recht hebben."

Art. 5. In artikel 30, § 2, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, worden tussen het eerste en tweede lid vijf nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

"Bij ontstentenis van een werknemer bedoeld in het vorige lid, komt datzelfde recht toe aan de werknemer die op het ogenblik van geboorte :

1° gehuwd is met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat;

2° wettelijk samenwoont met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen;

3° sedert een onafgebroken periode van drie jaar voorafgaand aan de geboorte op permanente en affectieve wijze samenwoont met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen. Het bewijs van samenwoning en hoofdverblijf wordt geleverd aan de hand van een uittreksel uit het bevolkingsregister.

Un seul travailleur a droit au congé visé à l'alinéa précédent, à l'occasion de la naissance d'un même enfant. Les travailleurs qui ouvrent le droit au congé en vertu respectivement du 1^o, du 2^o et du 3^o de l'alinéa 2 ont successivement priorité les uns sur les autres.

Le droit au congé de maternité visé à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail exclut pour un même parent, le cas échéant, le droit au congé ouvert par les alinéas précédents.

Le congé ouvert par l'alinéa 2 est, le cas échéant, déduit du congé d'adoption visé à l'article 30ter. Il n'ouvre pas non plus, le cas échéant, d'autres droits civils, sociaux et économiques.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités d'octroi du congé, lorsque les conditions visées à l'alinéa 2 sont réunies."

Art. 6. L'article 114, alinéa 7, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 27 décembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

"Lors du décès ou d'hospitalisation de la mère, une partie de la période de repos postnatal peut être convertie, dans les conditions et suivant les modalités déterminées par le Roi, en un congé en faveur du titulaire visé à l'article 86, § 1^{er}, qui satisfait aux conditions prévues par les articles 128 à 132 et à celles prévues par l'article 30, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou par l'article 25quinquies, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure. L'indemnité accordée auxdits titulaires est déterminée par le Roi."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 avril 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances,
chargée de la Politique de migration et d'asile,

Mme J. MILQUET

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—
Note

(1) Références :

Session 2010-2011.

Chambre des représentants.

Documents. — Proposition de loi de Mme Becq et consorts, 53-573, n^o 1. — Rapport, 53-573, n^o 2. — Texte corrigé par la commission, 53-573, n^o 3. — Erratum, 53-573, n^o 4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53-573, n^o 5.

Compte rendu intégral. — 17 mars 2011.

Sénat.

Documents. — Projet non évoqué par le Sénat, 5-870, n^o 1.

Slechts één werknemer heeft het recht op verlof, zoals bedoeld in het vorige lid, ter gelegenheid van de geboorte van eenzelfde kind. De werknemers, die recht op verlof openen door het tweede lid respectievelijk 1^o, 2^o en 3^o, hebben achtereenvolgens voorrang op elkaar.

Het recht op moederschapsverlof, zoals bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971, sluit, in voorkomend geval, voor een zelfde ouder het recht op verlof uit, dat wordt geopend door de vorige leden.

Het recht op verlof, dat wordt geopend door het tweede lid, wordt, in voorkomend geval, in mindering gebracht van het recht op adoptieverlof, zoals bedoeld in artikel 30ter. Het brengt in voorkomend geval, evenmin andere burgerlijke, sociale of economische rechten met zich mee.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels inzake de toekenning van verlof, bij voldoen aan de voorwaarden zoals omschreven in het tweede lid."

Art. 6. Artikel 114, zevende lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004, wordt vervangen als volgt :

"In geval van overlijden of verblijf in het ziekenhuis van de moeder kan een gedeelte van het tijdvak van nabevallingsrust, onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald door de Koning, worden omgezet in verlof voor de in artikel 86, § 1, bedoelde gerechtigde die voldoet aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 128 tot 132 en deze bepaald in artikel 30, § 2, eerste en tweede lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of in artikel 25quinquies, § 2, eerste en tweede lid, van de wet van 1 april 1936 op de arbeidsovereenkomst wegens dienst op binnenschepen. De aan de gerechtigden te verlenen uitkering wordt door de Koning bepaald."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 april 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
belast met het Migratie- en asielbeleid,

Mevr. J. MILQUET

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—
Nota

(1) Verwijzingen :

Zitting 2010-2011.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsvoorstel van Mevr. Becq c.s., 53-573, nr. 1. — Verslag, 53-573, nr. 2. — Tekst verbeterd door de commissie, 53-573, nr. 3. — Erratum, 53-573, nr. 4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-573, nr. 5.

Integraal verslag. — 17 maart 2011.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 5-870, nr. 1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2011 — 1250

[C - 2011/22165]

28 AVRIL 2011. — Arrêté royal fixant l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans les frais de voyage, des patients de moins de 18 ans, suivis dans un centre de rééducation fonctionnelle avec lequel le Comité de l'assurance soins de santé a conclu une convention de rééducation fonctionnelle type

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 34, alinéa 1^{er}, 10^o, alinéa 2;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2011 — 1250

[C - 2011/22165]

28 APRIL 2011. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de reiskosten van patiënten jonger dan 18 jaar, opgevolgd in een revalidatiecentrum waarmee het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging een type revalidatieovereenkomst heeft gesloten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 34, eerste lid, 10^o, tweede lid;